



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Rapport de synthèse
Monsieur Guenhaël Jégouzo

Citer ce document / Cite this document :

Jégouzo Guenhaël. Rapport de synthèse. In: Économie rurale. N°105, 1975. Population et travail agricoles. pp. 51-53;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1975.2335>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1975_num_105_1_2335

Fichier pdf généré le 08/05/2018

LE BILAN DEMOGRAPHIQUE AGRICOLE (*)

Le groupe D avait pour tâche d'étudier le bilan démographique agricole, c'est-à-dire les flux d'entrées et de sorties. En fait, il n'a pas dressé un bilan complet ; l'attention s'est surtout concentrée sur les entrées de jeunes dans l'agriculture. Par ailleurs, deux rapports ont été consacrés au devenir des mutants agricoles. Il n'est pas inutile de savoir comment les ex-paysans s'insèrent dans la société non agricole, même si cette question n'entre pas directement dans un bilan démographique.

Nous présentons ci-après une synthèse des principales connaissances nouvelles apportées par les discussions et rapports, puis une analyse plus détaillée des rapports présentés en insistant sur ceux qui n'ont pas pu être publiés et sur l'apport des discussions.

LES PRINCIPAUX APPORTS A LA CONNAISSANCE

Le devenir des mutants agricoles

Une proportion minoritaire, mais cependant non négligeable, de mutants agricoles s'installent en ville en changeant d'emploi. Quelles sont leurs conditions d'intégration à un nouveau milieu culturel ? Les deux études sociologiques qui ont été présentées comportent au moins un enseignement identique : il y a souvent rejet de la ville. Nombre de comportements s'expliquent par un projet de fixation à l'origine. Alors même qu'il y a expulsion hors de l'agriculture et transplantation en ville, il n'y a pas rejet de la ruralité.

Ces résultats d'analyses partielles seront à replacer dans une vue d'ensemble du destin de ceux qui naissent à la terre. Etudiant ce destin, il faut faire apparaître quelle est la contribution de l'exode agricole à la reproduction des classes populaires non agricoles.

Les entrées de jeunes dans l'agriculture

Il faut retenir cinq faits principaux qui permettent de dresser une sorte de constat qui est resté trop global ; il n'y a pas eu d'analyse de la dépopulation de certaines zones. Il n'a pas été possible de traiter des mécanismes socio-économiques qui engendrent les situations observées. On a seulement évoqué le rôle de l'école ; mais non la paupérisation des petits et moyens paysans.

1) Il y a, depuis vingt ans, en France, une chute considérable du nombre d'entrants potentiels. Alors que le secteur agricole recrute essentiellement ses nouveaux travailleurs au sein de la population des ménages agricoles, les naissances dans ces ménages ont baissé d'à peu près 60 % entre 1952 et 1972.

2) Au moins jusqu'aux générations nées avant 1955 (on n'a pas d'information au-delà), il y a une chute continue, d'un groupe de générations à l'autre, des taux définitifs d'activité agricole. On est arrivé au stade où les jeunes nés à la terre, et spécialement les filles, se détournent massivement de la condition paysanne.

En fait, la question se pose de savoir s'il n'y a pas, depuis peu de temps, un changement dans les attitudes à l'égard du métier agricole. Nous n'avons pas trouvé d'indice sûr d'un tel changement. Il y a un courant de retour à la terre. Mais ceci n'est pas nouveau, et jusqu'à ces dernières années, il a été plus faible que dans un passé plus lointain.

Chaque année, le nombre de mariages d'agriculteurs exploitants devient de plus en plus faible dans l'ensemble de la France. Ceci laisse penser que certaines tendances observées dans l'Ouest sont extrapolables.

Pour avoir une connaissance plus précise des situations les plus récentes, il serait très souhaitable de réaliser chaque année, dans chaque département, le type d'enquête qui est actuellement effectué par l'ADASEA de la Manche.

3) Le recrutement de main-d'œuvre hors de l'agriculture reste très faible et tend à diminuer.

4) S'il y a une baisse rapide de l'activité agricole à titre exclusif, il y a par contre, au moins depuis 10 ans, un léger accroissement de l'activité agricole à temps partiel. Aux entrées complètes, il faut ajouter les entrées incomplètes, aux retours complets les retours incomplets. Par ailleurs, toutes les sorties ne sont pas complètes.

5) Enfin, dans quel cas la probabilité de conserver des jeunes à la terre est-elle la moins faible ? Selon des enquêtes récentes faites en Bretagne, la probabilité d'accès et de maintien à la terre augmente nettement, au moins chez les garçons, lorsque les quatre conditions suivantes sont simultanément réunies : une plus grande dimension de l'exploitation, une plus petite taille de la famille, une réussite scolaire moindre, une fréquentation de l'enseignement agricole (spécialement du cycle court). D'autre part, c'est la petite et moyenne agriculture qui est menacée d'effondrement rapide à une échéance relativement proche, comme secteur d'emploi exclusif ou dominant. En outre, les nouveaux paysans se recrutent essentiellement parmi les enfants qui sont de mauvais élèves ; ce n'est d'ailleurs pas pour cela qu'ils seront nécessairement de mauvais agriculteurs.

(*) Rapport de synthèse préparé par G. Jégouzo, INRA Rennes.

Pendant combien de temps l'agriculture française va-t-elle continuer à rejeter massivement sa jeunesse ? Pendant combien de temps va-t-elle avoir des difficultés à recruter assez de filles ? Tout espoir n'est pas perdu. Des relations se sont établies récemment entre de jeunes paysans bretons et des jeunes filles de l'île de la Réunion. Des unions ont été conclues. Elles sont, dit-on, heureuses.

LES DISCUSSIONS

Cinq rapports ont été discutés dans le groupe :

1. Vers un tarissement de la population active agricole française ? par G. Jégouzo (INRA-Rennes).
2. Etude du devenir socio-professionnel des mutants agricoles en interaction avec leur communauté rurale d'origine, par G. Barbichon et G. Delbos (CNRS).
3. Les mutants ruraux-travailleurs immigrés. Fragments pour une problématique de la constitution des groupes, par A. Bouillet (IGER).
4. Les entrées dans la profession agricole dans le département de la Manche, par M. Tennevet, directeur de l'ADASEA de la Manche.
5. Agriculture à temps partiel et élimination des agriculteurs dans 24 communes du Plateau Lorrain, par A. Brun (INRA-Dijon).

Le bilan démographique (rapport de Brun, Jégouzo et Tennevet)

En ce qui concerne les nouveaux comportements de fécondité des familles paysannes, il est d'abord relevé que les tableaux relatifs aux mariages et aux naissances des années 1967 à 1971 semblent contredire l'idée d'une baisse de fécondité en milieu agricole puisque l'importance relative des naissances agricoles est supérieure à l'importance relative des mariages agricoles. En fait, toutes les naissances de 1967-1971 ne peuvent être rapportées aux mariages de 1967-1971 ; en outre, la baisse de fécondité ne concernerait que les familles d'agriculteurs exploitants. Si on sait que les pratiques malthusiennes se sont généralisées dans l'agriculture française depuis une dizaine d'années, par contre on ignore quelles sont les évolutions spécifiques des diverses régions à cet égard. On connaît mal aussi la relation entre dimension de l'exploitation et dimension de la famille. Une liaison existerait dans le Châtillonnais mais on ne l'observe pas dans le Finistère ; dans ce département, les familles sont les plus nombreuses là où la pratique religieuse est la plus développée (le Léon).

La cause principale de la chute des naissances est la diminution du nombre de ménages comme il est précisé dans le rapport Jégouzo. Mais pour étudier le tarissement il faudrait utiliser la notion de remplacement de génération, analyser les retraites,

faire un bilan global de toutes les entrées et de toutes les sorties. Le rapport présenté a seulement appelé l'attention sur des tendances et comportements nouveaux, apparus depuis 10 ou 20 ans, et qui conditionnent en partie le renouvellement de la population agricole.

Selon des calculs faits au CNASEA sur la base des enquêtes agricoles, entre 1963 et 1967 et entre 1967 et 1970, les non-entrées ont augmenté en valeur absolue et relative, les mutations professionnelles (18-49 ans, action FASASA) ont diminué en volume et en pourcentage. La baisse des actifs agricoles résulte surtout des départs liés à la retraite. Il est très difficile de dire s'il y aura un tarissement pour l'avenir. L'offre commande la demande ; le tarissement dépendra de la place qu'il y aura dans l'agriculture. Et aussi hors de l'agriculture encore que les mutants, étant de moins en moins nombreux, sont de plus en plus facilement reclassables.

Comment interpréter les variations des taux d'entrée et de maintien dans l'agriculture selon la nature et le niveau de l'éducation reçue ? La formation détermine-t-elle l'entrée ou la perspective d'entrée détermine-t-elle la formation ? Il y a une interrelation entre orientation scolaire et orientation professionnelle : le projet d'entrée peut influencer le choix des études, l'éducation reçue peut influencer le choix de l'emploi. Par ailleurs, on pourrait être tenté de croire que c'est la décision de se faire paysan qui détermine une formation moindre et non pas le niveau de réussite scolaire qui détermine la décision de rester à la terre. Mais cette interprétation n'est conforme ni aux faits observés ni aux opinions émises par les parents et les enseignants. Toutefois, la perspective d'entrer dans l'agriculture contribue, parfois, à réduire la durée des études post-obligatoires.

Une autre question est celle de savoir ce que signifie la réussite scolaire. Les jeunes du milieu agricole ne rejettent-ils pas les études abstraites ? Il est possible aussi que ce soient les études abstraites qui les rejettent. La culture véhiculée par l'école est telle que les jeunes de la campagne subissent un handicap dont les conséquences apparaissent bien dans la statistique de scolarisation selon l'origine sociale. Même dans un département comme le Finistère, à peine plus d'1/10^e des enfants de paysans nés entre 1945 et 1955 ont accédé à l'enseignement supérieur alors que le taux d'entrée à l'Université atteint ou dépasse 60 % dans les classes supérieures, pour l'ensemble de la France. Ceci étant, il faut tenir compte du rôle de l'école dans l'évolution des attitudes à l'égard de l'entrée dans l'agriculture. Parce que la scolarité est de plus en plus longue et de moins en moins agricole le système d'enseignement risque de détourner de plus en plus de jeunes du métier de la terre.

Le rapport Jégouzo n'indique pas quels sont les taux d'entrée et de maintien dans l'agriculture des jeunes qui ont suivi une formation agricole longue. On trouve des informations sur ce point dans des enquêtes particulières faites récemment auprès d'anciens élèves de lycées agricoles (d'origine agricole ou non) dans deux zones : le Nord, la Picardie, la Région Parisienne d'une part, la Bretagne d'autre part. Leur dépouillement est en cours (1). Parmi ceux qui ont un emploi lors des enquêtes, le pourcentage de ceux qui travaillent dans l'agriculture est le suivant :

| | Garçons | Filles |
|--|---------|--------|
| — Nord, Picardie, Région Parisienne : | 35 | 11 |
| — Bretagne : | 18 | 4 |

La plupart ont un emploi dans les secteurs paragraticoles.

Comment varie selon les régions l'attitude des parents quant à l'orientation d'emploi de leurs enfants ? Dans le Limousin, les jeunes veulent rester alors que les parents les poussent à partir. Les viticulteurs champenois ont, eux, été en conflit avec les orienteurs professionnels qui laissaient à la terre les "imbéciles sélectionnés". Ils ont créé une association en vue de détecter quels sont les enfants susceptibles de devenir les meilleurs viticulteurs.

En ce qui concerne le refus des filles de s'engager dans l'agriculture, plusieurs remarques ont été faites. Même dans les grandes exploitations d'Ille-et-Vilaine, les femmes ont encore une situation difficile quand leurs enfants sont en bas âge. Dans les Côtes-du-Nord, le milieu agricole apprécie parfois assez mal que des jeunes paysans épousent des femmes d'origine non agricole, surtout si celles-ci conservent un emploi non agricole. Les mutantes agricoles déclarent souvent « je n'avais pas voulu vivre comme ma mère a vécu ». Au lycée agricole de Coëtlogon (Rennes), il y a de plus en plus de filles ayant déjà une formation non agricole qui veulent recevoir une formation agricole, mais il y a plus de fils que de filles d'agriculteurs dans l'ensemble de l'enseignement agricole et les filles fréquentent moins les sections agricoles, si bien que les écoles d'agriculture contribuent, elles aussi, à créer un déséquilibre des sexes dans l'agriculture. Selon des informations statistiques récentes (statistique nationale des mariages, enquêtes de l'ADASEA de la Manche), les filles continuent actuellement à se dé-

tourner davantage de l'agriculture que les garçons.

Les installations recensées dans la Manche correspondent aux immatriculations enregistrées par la Mutualité Sociale Agricole à partir de 3 ha. L'augmentation, en 1970 et 1972, des installations de moins de 35 ans correspond surtout à un abaissement de l'âge d'accession à la gestion. Enfin, à propos de la constatation selon laquelle « en 1973, des jeunes qui ne se destinaient pas à l'agriculture à l'âge de 16-17 ans, décidaient d'y revenir après une formation non agricole », la question est posée de savoir s'il ne s'agit pas de faux retours puisque ces jeunes, qui sont du milieu agricole, n'ont pas quitté l'agriculture n'ayant pas encore commencé à travailler.

Le devenir des mutants (rapports de Barbichon, Delbos et Bouillet)

Les rapporteurs précisent que leurs études ne sont pas quantitatives. Celle présentée par A. Bouillet traitait des mutants agricoles non aidés par les pouvoirs publics. Cette absence d'aide résulte de plusieurs causes : c'est l'occasion qui fait le mutant ; on refuse de retourner à l'école ; l'aide n'est pas connue ; on pense qu'elle est assortie de contreparties.

Au cours de la discussion provoquée par diverses questions (par exemple : comment mesurer l'impact du temps sur les attitudes ? On ne parle pas d'échecs ; pourquoi ? Les comportements des mutants ne varient-ils pas selon le statut social occupé hors de l'agriculture ? Les mutants étant en majorité des propriétaires fonciers, ceci n'est-il pas pour eux un facteur d'intégration à la vie urbaine ? Dans quelle mesure les comportements de fixation à l'origine sont-ils propres aux mutants agricoles ? Comment concilier l'idée de fixation à l'origine avec le fait que l'on ne peut se réaliser dans le milieu de départ ?) les rapporteurs soulignent que le devenir des mutants est souvent guidé par un projet de retour. Le nomadisme professionnel renvoie à un attachement à l'espace. Chez les mutants qui ont émigré dans la région parisienne, il n'y aurait pas, le plus souvent, d'intégration au nouveau milieu de vie. La valise reste sur le haut de l'armoire ; on est à tout moment prêt à repartir. Quant à la notion d'échec, elle est toute relative.

(1) Recherche en cours réalisée en particulier par C. Grignon et Y. Lambert (INRA).